

## **Les déficiences de la gouvernance**

### **1. PARTIS POLITIQUES**

- Le clivage «gauche-droite» ne fonctionne plus
- Le clivage «fédéraliste-souverainiste» n'est plus pertinent
- La très grande majorité des gens ne sont à l'aise avec aucun des partis politiques
- Les partis ont beaucoup de difficulté à recruter des candidats de valeur parce que peu de gens sont intéressés par les luttes partisans et les types de débats que cette partisanerie génère; de plus, la plupart des individus acceptent difficilement la perspective de ne jouer qu'un rôle de figurant au Parlement et de laisser toutes leurs idées personnelles au vestiaire
- Les militants des partis ne passent plus beaucoup de temps à élaborer le programme politique parce que la plateforme électorale du parti est conçue par des professionnels en relations publiques
- Les partis cherchent avant tout à mobiliser leurs partisans pour les amener à travailler aux élections; l'élaboration des politiques publiques ne fait plus partie de leurs préoccupations
- La plateforme politique vise à positionner le parti face à ses adversaires et à attirer les votes et non à promouvoir la bonne gouvernance
- Très souvent, les gouvernements ne respectent pas les promesses faites durant les campagnes électorales
- Les partis d'opposition, comme leur nom le dit, cherchent constamment à s'opposer au parti au pouvoir même s'ils préconisaient des points de vue semblables lorsqu'ils étaient eux-mêmes au pouvoir; les débats au Parlement sont centrés sur la partisanerie
- Les partis politiques sont des cliques qui, tout à fait naturellement, avantagent leurs dirigeants, leurs militants, leurs bailleurs de fonds et leurs électeurs aux dépens du reste de la population

### **2. RÔLE DES DÉPUTÉS**

- Les députés se font élire sous la bannière d'un parti et, dans les faits, sont redevables à ce parti plutôt qu'à leurs électeurs
- Les députés sont la courroie de transmission des positions du gouvernement vers leurs électeurs au lieu de faire écho des points de vue des citoyens aux dirigeants

- Les députés doivent approuver docilement et aveuglément les positions préconisées par le parti auquel ils appartiennent
- La discipline de parti et l'imposition de «lignes de presse» aux députés va à l'encontre de la liberté de parole et de la démocratie
- Toutefois, paradoxalement, lorsqu'un parti affiche ses divisions publiquement, il perd la confiance des électeurs parce que ceux-ci s'attendent à ce qu'un parti fasse preuve de discipline et de cohésion

### **3. MÉDIAS TRADITIONNELS**

- Les journaux et la TV cherchent plus à divertir qu'à informer
- Les organes de presse sont la propriété de groupes financiers puissants qui utilisent les médias pour protéger leurs intérêts
- Les contenus sont définis en fonction d'objectifs commerciaux, c'est-à-dire attirer les lecteurs et les auditeurs; l'éducation du public ne fait pas partie de leurs préoccupations

### **4. MÉDIAS SOCIAUX**

- Les gens utilisent les médias sociaux pour renforcer leurs propres convictions et non pas pour s'ouvrir à d'autres points de vue
- Les médias sociaux véhiculent des préjugés, des demi-vérités et des mensonges; il est très difficile d'y faire la part du vrai et du faux
- Ils ne constituent pas un forum propice à un débat démocratique éclairé

### **5. GROUPES DE PRESSION**

- Les groupes de pression détiennent le vrai pouvoir parce qu'ils ont la capacité d'influer sur les décisions politiques, non pas seulement en temps d'élections, mais continuellement; ils comptent sur une armée de lobbyistes pour ce faire
- Les citoyens qui ont les capacités organisationnelles et financières pour constituer des groupes de pression influents sont peu nombreux; les contribuables, les consommateurs et les usagers des services publics, c'est-à-dire les citoyens ordinaires, ne bénéficient pas de groupes de pression pour défendre leurs intérêts
- La force des groupes de pression est particulièrement évidente lorsqu'il s'agit pour eux de défendre leurs acquis; il est très difficile d'enlever des privilèges à ceux qui les détiennent parce qu'ils peuvent se mobiliser et combattre très efficacement

## 6. ÉLECTIONS ET CAMPAGNES ÉLECTORALES

- Les élections qui devaient être un moyen de choisir les gouvernants sont devenues une fin en soi: les politiciens travaillent d'abord à être élus ou réélus au lieu de se concentrer sur la bonne gouvernance
- Les gouvernants, au lieu d'être au service des gens, se croient légitimés par les élections à diriger comme ils l'entendent sans consulter la population
- Comme les élections ont lieu aux quatre ans, les préoccupations des politiciens sont à court terme; personne ne s'inquiète du long terme; pour les politiciens «the future will take care of itself»
- Peu de gens sont friands des élections; un bon nombre, entre 30 et 40%, ne votent pas et de nombreux autres le font parce qu'on leur répète qu'il est du devoir des citoyens d'aller voter
- Mais si on disait aux gens que le devoir du citoyen est d'abord de s'informer pour poser un geste éclairé, le taux d'abstention exploserait
- Les élections ne donnent pas beaucoup de pouvoir aux citoyens; les choix sont très limités et les électeurs sont le plus souvent contraints de choisir le moins pire des candidats;
- Les campagnes électorales sont de vastes exercices de relations publiques; les électeurs se font manipuler par la propagande des partis politiques
- Il n'y a pas de véritable débat sur les grands enjeux; les luttes de personnalités éclipsent les questions de fond
- Il s'agit de batailles d'images et de slogans qui contribuent très peu à une bonne gouvernance
- Comme les électeurs préfèrent les explications simples pour ne pas dire simplistes aux exposés compréhensif et complexes, ils affectionnent les politiciens qui proposent des solutions faciles plutôt que ceux qui font état des problèmes
- La tendance récente est à la publicité négative qui fait porter l'attention sur les faiblesses de l'adversaire au lieu d'expliquer le programme politique
- Les élections sont un mécanisme démocratique imparfait, car, étant donné le mode de scrutin, un gouvernement peut prendre le pouvoir avec une minorité de votes, parfois avec aussi peu d'appui que 25% des électeurs inscrits; de plus il arrive que le parti vainqueur récolte moins de votes au total que son principal adversaire

## 7. PRATIQUES DE FINANCEMENT POLITIQUE

- Pour rejoindre les électeurs, les partis utilisent les messages télévisés; ces messages coûtent très cher et exigent donc une caisse électorale bien garnie

- Ceux qui contribuent aux caisses électorales sont des gens qui espèrent des faveurs en retour: des emplois, des contrats, des subventions, etc. Ces retours d'ascenseur (par exemple, les nominations partisans) vont à l'encontre de la bonne gouvernance
- Comme les partis ont besoin de beaucoup d'argent, ils ont souvent recours à des méthodes illégales de financement; même si l'on resserre les règles, l'argent trouve toujours le moyen de s'infiltrer frauduleusement dans la politique
- L'influence corruptrice des caisses électorales est le fléau de la démocratie électorale

## **8. POUVOIRS DU PREMIER MINISTRE**

- Depuis l'avènement de la télévision, le premier ministre a cessé d'être «primus inter pares»; il occupe seul tout le devant de la scène et détient un ascendant énorme sur le gouvernement et l'appareil administratif
- La règle de la solidarité ministérielle consolide la pouvoir du premier ministre, car elle stipule qu'un ministre doit appuyer toute décision prise par le conseil des ministres ou démissionner
- Les pouvoirs d'un premier ministre sont plus vastes que ceux d'un président d'une république; certains les comparent même à ceux d'un dictateur, car le premier ministre est en mesure d'imposer sa volonté au Parlement
- L'étendue des pouvoirs détenus par le premier ministre va à l'encontre de l'idéal démocratique

## **9. ACCÈS À L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE**

- Tous les gouvernements utilisent la technique de «contrôle du message»: ils cachent l'information qui ne fait pas leur affaire et présentent les faits de façon biaisée
- La culture du secret fait partie intégrante de la tradition politique
- Les lois sur l'accès à l'information gouvernementale sont utilisées pour cacher l'information grâce aux multiples exceptions prévues dans ces lois
- Le mensonge est érigé en système dans le jeu politique partisan; les politiciens ont recours aux restrictions mentales, aux demi-vérités, aux omissions, aux faits sortis de leur contexte et aux exagérations pour tromper leurs adversaires et le public

Janvier 2015